

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 NOVEMBRE 2002

Etaient présents : M. MAMERE, M. JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HEGOBURU, VIGANO, Melle CERON, Mme RIVES, M. RABEAU, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. MERCIER à M. PINAUD

M. GOURGUES à Mme BUISSON

M. BEZIADE à M. le MAIRE (à partir de la délibération N° 8)

Mme FEDOU à M. PEREZ (à partir de la délibération N° 9)

Mme OULD AMEZIANE à Mme POUGNET-FORET (à partir de la délibération N° 9)

M. PARIS à Mme TEXIER

Absents :

M. DENOYELLE (à partir de la délibération N° 11)

MM. MULLIEZ et BRU (à partir de la délibération N° 15)

Secrétaire de la séance : Mme HEGOBURU

1 - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Le débat d'orientation budgétaire est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif. Il est donc procédé à des débats d'orientation, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.

2 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux besoins du service public, le Conseil donne son accord pour la création des emplois suivants :

- un agent d'entretien
- un technicien
- un attaché

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

3 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET

En cette période de l'exercice, il est décidé de procéder à divers ajustements.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

4 - ADMISSION EN NON-VALEUR

Le Conseil approuve l'admission en non-valeur de certaines sommes, conformément à la proposition de notre Receveur Municipal.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

5 - CRÉATION D'UN CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE – DÉSIGNATION DES ÉLUS FORMANT LE 1ER COLLÈGE

Le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance n'existant plus, en application du décret du 17 juillet 2002, relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance, il est décidé de créer, sur le territoire de la commune, un Conseil Local Communal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance pour poursuivre le travail engagé, tant avec le C.C.P.D. et le Contrat Local de Sécurité. Les élus suivants sont désignés pour former le 1er collège de cette instance :

- Monsieur le Maire
- Franck JOANDET
- Bruno BEZIADE
- Isabelle POUGNET-FORET
- Alain PEREZ
- Sandrine RIVES
- Stéphane DENOYELLE
- Christian MULLIEZ
- Monsieur le Conseiller Général

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

6 - CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMÉRATION BORDELAISE 2000/2006 – PARTICIPATION DE LA VILLE AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE PERMANENTE

Par délibération du 22 novembre 2001, la Ville s'est prononcée sur le principe de participer au fonctionnement de l'équipe permanente à hauteur de 1,70 % du budget annuel. Pour 2002, le budget approuvé par le Comité de Pilotage du Contrat d'Agglomération s'élève à la somme de 380.000 €, soit une participation de la Ville de 6.460 €. Le Conseil décide d'allouer cette participation sous forme de deux versements semestriels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

7 - PARTICIPATION AU DIAGNOSTIC DES QUARTIERS CONFIE PAR LA PRÉFECTURE AUX CHAMBRES CONSULAIRES

Dans le cadre du Contrat de Ville de l'agglomération bordelaise, il est apparu intéressant que les chambres consulaires fassent un diagnostic général du tissu économique et de ses potentialités de développement. La Zone de Redynamisation Urbaine Bègles-Yves Farge quartier Nord-Est/Saint-Jean Belcier a été retenue pour cette étude. Le Conseil donne son accord pour participer à ce « diagnostic-action » et apporter un fonds de concours de 2.500 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

8 - OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN YVES FARGE – MISSION CONFIEE À L'INSTITUT DU MANAGEMENT TERRITORIAL ET EUROPÉEN POUR UN DIAGNOSTIC PROSPECTIF ET STRATÉGIQUE DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Il est décidé de confier cette mission à la Société I.M.T.E. pour un montant de 25.000 € H.T. et de solliciter des subventions auprès de l'Etat, du FEDER, du Conseil Régional et la Caisse des Dépôts et Consignations.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

9 - E.C.M.M. – FIXATION DU PRIX DE VENTE DES LOCAUX

Le prix de vente est fixé entre 153 et 183 € H.T. le m² de surface hors-œuvre nette et à 460 € H.T. par place de stationnement. Cette délibération servira à autoriser toutes les ventes futures au prix déterminé.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR - 5 VOIX CONTRE - 2 ABSTENTIONS

10 - E.C.M.M. – MARCHÉ D'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LES AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

Dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'E.C.M.M., la Ville se doit d'aménager les espaces extérieurs du site comportant des travaux de voirie, parking, éclairage public, réseaux divers et plantations. Monsieur le Maire est autorisé à lancer un marché d'appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

11 - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX DESTINÉS À L'ÉCOLE DE MUSIQUES AMPLIFIÉES « CABINET MUSICAL DU DOCTEUR LARSENE » AU SEIN DE L'E.C.M.M.

Le Conseil approuve les conditions de mise en œuvre de cet équipement culturel dédié aux musiques amplifiées sur le site de l'E.C.M.M. et décide de solliciter des subventions au taux maximum auprès du FEDER, de l'Etat et des collectivités locales, compte tenu de la nature de ce projet et de son importance.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

12 - PARTICIPATION À L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN LUCIEN LEROUSSEAU

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de voir se réaliser cette opération, il est décidé de céder gratuitement les locaux et les terrains appartenant à la Ville et abritant le Centre de Sécurité Sociale au sein de la cité et de participer à la surcharge foncière pour un montant de 48.116 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

13 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET PASSATION D'UN CONTRAT D'AFFERMAGE POUR LA GESTION DE « L'AIRE D'ACCUEIL DES DEUX ESTEYS » POUR LES GENS DU VOYAGE

Le Conseil adopte le principe de délégation de service public pour cette gestion pour une durée de 3 ans, la Ville n'ayant pas les moyens humains suffisants pour assurer cette gestion en régie municipale directe. Monsieur le Maire est autorisé à lancer un appel à candidature.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

14 - DÉSAFFECTATION DU LOGEMENT DE FONCTION DES ÉCOLES MATERNELLES LA FERRADE ET PAUL VAILLANT COUTURIER

La Ville a procédé à un examen de l'occupation des logements de fonction pour chaque école de la Commune, au regard des demandes en matière de locaux des équipes pédagogiques. Suite à cet examen, il est décidé de modifier la nature du logement de fonction des écoles maternelles La Ferrade et Paul Vaillant Couturier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

15 - MARCHÉ DE MISE EN CONCURRENCE SIMPLIFIÉE POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS LIQUIDES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DES VÉHICULES DU PARC COMMUNAL POUR L'ANNÉE 2003

Pour les besoins du fonctionnement du parc automobile de la Ville en fourniture de carburants liquides pour l'année 2003, il est décidé de lancer une consultation de mise en concurrence simplifiée, le montant de cette dépense étant estimé à environ 110.000 € T.T.C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 32 VOIX POUR

16 - CESSION DE L'IMMEUBLE COMMUNAL SIS 82 RUE PAULY À BEGLES (2ÈME LECTURE)

Le Conseil donne un avis favorable à la participation de la S.C.I. Fonta La Scala à l'aménagement d'un espace public, la Ville prenant en charge le relogement du Syndicat de Quartier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 32 VOIX POUR

17 - ACQUISITION AU TOIT GIRONDIN DE LA PARCELLE AK 89 RUE LAUDINAT

Dans le cadre de l'aménagement de la propriété Lacoste, il est décidé d'acquérir cette parcelle de 386 m² au prix de 14.700 € , conforme à l'avis du Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 32 VOIX POUR

18 - RÉSEAU NATURA 2000 – NOUVELLE CONSULTATION SUR LE PÉRIMÈTRE DU SITE DÉNOMMÉ G 25 LA GARONNE

Le Conseil émet un avis favorable sur le périmètre, sous réserve de l'intégration de la totalité du Parc de Mussonville, cadastré AZ 38 et BE 22, ainsi que les parcelles susceptibles d'être acquises par la Ville pour une extension du Parc et cadastrées comme suit :

AZ 36 - AZ 28 - AZ 38 - BE 15 - BE 13 - BE4 - BE5 - BE 24 - BC 172

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 32 VOIX POUR